

## Colin-Verdier : « La sélection des élites est problématique »

Nicolas Colin et Henri Verdier sont deux personnages importants du numérique français. Respectivement énarque et normalien, ils se sont emparés tôt des questions technologiques pour y réfléchir et mettre en action leur réflexion. Ce qui a mené Nicolas Colin, après avoir été le co-auteur d'un [rapport remarqué](#) sur la fiscalité du secteur numérique, à créer [The Family](#), un accélérateur de croissance pour les start-up, et Henri Verdier, après avoir été à la tête du pôle de compétitivité [Cap Digital](#), à diriger [Etalab](#), structure dédiée à l'ouverture des données publiques rattachée au Premier ministre.

Des trajectoires qui se croisent et sont intéressantes parce qu'elles ne peuvent être accusées d'ignorer - et de mépriser - ni l'entreprise ni l'Etat. Une position qui donne à leur discours une tonalité assez singulière en France.

Auteurs ensemble d'un [ouvrage](#) publié il y a 3 ans, *L'Age de la multitude* (éd. Armand Colin), ils tentaient de caractériser l'économie numérique et les (r)évolutions dont elle était la cause, en plaçant au centre de leur réflexion la notion de « multitude », empruntée pour l'occasion au penseur de gauche Toni Negri. Et ils postulaient la nécessaire réforme de l'Etat et de la société.

A l'occasion de la réédition de « *L'Age de la multitude* », nous avons voulu les rencontrer pour revenir sur certaines des notions évoquées dans leur livre, et faire le point sur ce qui avait changé (ou pas) pendant ces trois ans.

**Rue89 : A quand remonte cet âge de la multitude ? à la généralisation d'Internet, ou plus récemment à la révolution du mobile, à la démocratisation des smartphones ?**

**Nicolas Colin** : La révolution numérique en tant que telle a commencé il y a 25 ans. Le Web a été inventé en 1989, le premier navigateur en 1993, Google en 1998. Le moteur de recherche est déjà une façon d'enrôler la multitude : grâce à un algorithme, Google valorise ce que les gens ont créé sur le Web, leurs sites, leurs liens hypertextes. Amazon et Wikipedia existaient dès 2000. Tout était déjà théorisé. Par exemple, les auteurs du « [Cluetrain manifesto](#) » avaient déjà tout compris en 1999. Ils disaient aux entreprises : vous voyez Internet juste comme un nouveau canal de vente ou un média, alors qu'il permet aux individus d'entretenir leurs propres conversations ; pour reprendre l'initiative, il faut s'immiscer dans cette conversation plutôt que d'imposer vos messages. « Une conversation mondiale puissante a commencé ». C'était précurseur, dix ans avant la maturité de Facebook : ils avaient pressenti que la puissance viendrait des interactions entre les gens plutôt que dans la communication à l'ancienne, entre les organisations et les gens.

**Henri Verdier** : Dans cette évolution permanente, il y a peut-être un marqueur : le concept de Web 2.0, inventé par Tim O'Reilly en 2004, s'est banalisé, mais il y a dix ans on parlait surtout de web de contenus. Et on s'est rendu compte que les gens peuvent remplir le Web tous seuls ! C'est une constante du numérique, les usages dépassent toujours ce qui avait été envisagé par les développeurs de la technologie. Quand Graham Bell a inventé le téléphone, il a imaginé le théâtrophone, parce qu'il n'imaginait même pas utiliser les réseaux seulement pour les conversations des individus !

**Qu'est-ce qui a changé en trois ans, depuis la première édition de votre livre ?**

**HV** : Dans l'ensemble, la situation n'a pas tellement changé. L'économie numérique a continué son ascension ultra-rapide. Uber, dont l'avenir semblait incertain, a pris le dessus sur le secteur des taxis. Il y a encore, dans la société française, une forme de déni et d'incompréhension à l'égard du numérique. Des peurs assez chimériques. Non pas qu'elles soient infondées mais parce qu'elles accusent le numérique de questions qui ne sont pas numériques, en fait. Prenons par exemple le [gouvernement des algorithmes](#). La question n'est en réalité pas très intéressante. Bien sûr qu'il serait idiot d'abandonner la politique aux ordinateurs et à leurs programmeurs. La question c'est quelle

politique inventer à l'ère des algorithmes. On peut très bien inventer un commissaire aux algorithmes, instaurer la transparence sur les partis pris des algorithmes. La plupart des problèmes de l'économie numérique ne sont pas liés au numérique ! Par exemple, les monopoles, c'est du droit fiscal ou de la concurrence. Le fait qu'on n'ait plus le temps de réfléchir ? C'est parce que le mail est mal utilisé.

Sur la vie privée, c'est plus compliqué. Il faut inventer de nouvelles manières de la protéger, autrement que par le secret.

Mais ce ne sont pas des questions fatalement liées au numérique. On trouvera des solutions, on a bien inventé la séparation des pouvoirs, ce sont des choix de civilisation. Il est urgent de politiser ces questions : qui décident, quelles sont les voies de sécurité, les voies de retour. On arrive aujourd'hui à un moment politique.

### **Comment faire entrer le numérique dans le débat politique justement ?**

**NC** : Il manque un passage à l'acte. Dans une logique de la puissance, on n'est légitime que si l'on fait des choses, si l'on passe à l'action. Il faut localiser la valeur et les richesses sur le territoire, faire émerger une élite, des entrepreneurs qui ont compris que la seule façon de prendre le pouvoir, c'est en s'alliant avec la multitude. Aux Etats-Unis, on peut dire que le nouveau système de santé [Obamacare](#) crée une sorte d'assurance sociale numérique, avec un dossier médical partagé, des startups qui vont inventer les assurances santé de demain. Comment couvre-t-on le risque maladie dans l'économie numérique, c'est un sujet majeur. Comment fait-on avec notre système hérité de 1945 ?

**HV** : Il nous manque aussi des concepts, en particulier dans le champ de la modernisation de la puissance publique et de l'action collective. On avait des réflexes, on continue à les appliquer alors que le contexte a changé. Qu'est-ce que veulent dire nos processus à l'âge de la multitude ?

Il reste des barrières mentales. Prenons l'exemple du droit d'auteur. Je me souviens qu'au début des CD-ROM en 1995 on calquait la grille de rémunération des auteurs sur le modèle des livres, sans réfléchir aux différences de coût: de reproduction, d'intermédiaires, etc. Je ne sais pas s'il faut faire table rase, mais il faut éviter de se laisser enfermer dans de fausses apories comme celle entre transparence et représentation. Il y aura peut-être de nombreuses formes d'entre-deux, de concepts de cogestion, de démocratie liquide, de contribution éclairée. La vie intellectuelle sur ces questions reste assez pauvre et constitue même un frein. Peu de gens ont véritablement réfléchi à ces sujets.

### **Quand vous employez des expressions comme « démocratie liquide », qu'est-ce que cela veut dire du point de vue des institutions ?**

**NC** : On ne change pas des institutions à 100 % du jour au lendemain. En général, des institutions naissent à la marge, prouvent leur performance et on finit par les généraliser, souvent en saisissant l'opportunité d'une bonne guerre ou un autre cataclysme économique qui impose de tout repenser. C'est ce qui s'est passé pour le système de protection sociale mis en place en 1945, issu de la généralisation du modèle des sociétés d'entraide qui avaient émergé dans les usines pendant le 19ème. C'est du « bottom up » (du bas vers le haut, ndlr), du marginal qui a prouvé qu'il créait de la valeur.

### **Et aujourd'hui, où voyez-vous ces institutions marginales qui créent de la valeur ?**

**HV** : Dans les réseaux d'entraide, les plateformes contributives, la communauté du libre... Les politiques prennent cela au sérieux. La crise des institutions, ça n'arrange personne, et la capacité à prendre de meilleures décisions plus consensuelles, ça intéresse tout le monde. Il y a une réflexion intense, mais ce n'est pas facile....

**NC** : Le problème, c'est que la discussion précoce n'a pas fait émerger des personnes qui se sont emparées de ces questions. On est dans un système hyper résilient qui rejette ce qui pourrait le perturber. Il faut se rappeler la campagne de 2007, la démocratie participative paraissait un gadget pour les uns, d'autres y croyaient très

sincèrement, et il y avait une vraie volonté de la part de Ségolène Royal de mettre un grand coup de pied dans la fourmilière. Si ça s'était passé comme ça, plein de gens seraient entrés dans le système et se seraient emparés de postes à responsabilité, de leviers d'action, de plein de ressources.

**HV** : Un autre exemple : aujourd'hui, perdure la valeur très ancienne accordée à l'unité de l'Etat. Il est très important pour l'Etat de ne pas afficher ses divergences. Les citoyens souhaitent aussi que la parole de l'Etat soit claire et précise. Mais ça peut bouger. L'Etat peut se montrer dans sa pluralité, entrer dans un dialogue sincère avec la société civile. On en n'est pas loin. Au Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), où je travaille, on a fait [mes-aides.gouv.fr](http://mes-aides.gouv.fr), un site qui dit aux gens : vous avez sans doute droit à certaines aides, allez voir l'organisme concerné. C'est une inversion totale de la position de la puissance publique : auparavant, le risque était le faux négatif (celui qui a droit et ne le sait pas). Là, c'est le faux-positif, des gens qui vont se déplacer parce qu'ils pensent avoir droit à une aide vue sur le site, et à qui on va peut-être dire qu'ils entrent dans une exception. (Je ne dis pas que c'est vrai : Mes aides reposent sur le simulateur le plus précis disponible à ce jour. Je parle des craintes).

Dans la culture ancienne, l'idée de démentir un logiciel fabriqué par le gouvernement est horrible. Ça nécessite un changement de logique, à laquelle il faut réfléchir calmement. Après tout, les médecins ont vécu ça : aujourd'hui, tout le monde se pointe avec sa page Google et le médecin rectifie pour faire son diagnostic. En gros, avant, l'Etat ne devait jamais faire d'erreur, ne jamais se diviser en public et ne jamais dévoiler un secret. Maintenant, ça reste vrai, bien sûr, mais la société numérique aime les expérimentations, les retours d'usage, l'amélioration continue, le débat en public les beta-versions... Moins que les gens, je pense que ce sont les idées qui ont la tête dure. Des innovateurs, j'en ai vus partout.

**NC** : Il y a quand même une contrainte systémique : le premier qui se jette à l'eau pour exprimer une divergence – comme [Delphine Batho](#) – se fait mettre à la porte du gouvernement.

**En 2007, c'était deux campagnes numériques qui s'affrontaient. L'une, celle de Sarko était très top-down, avec SarkoTV notamment, l'autre participative. Le numérique peut être utilisé de manière très différente, pas forcément pour réformer la société. Il y aurait un numérique de droite et un numérique de gauche ?**

**NC** : Le numérique, c'est de la puissance disponible et des opportunités à saisir. Comme toujours dans ce cas-là, c'est le plus puissant qui la saisit avant l'autre et la tord pour servir ses intérêts. Le numérique peut aussi bien servir aux individus à protéger mieux leur vie privée contre la surveillance, qu'à accroître cette surveillance.

**HV** : Mais quand on regarde à grand trait 30 ans de l'Histoire du numérique, ce sont souvent les utopies plutôt bottom-up qui changent le monde mais qui ensuite se font récupérer par des forces de centralisation monopolistiques. Mais ce n'est pas fatal. En revanche, sans politisation, cela va continuer. On a perdu beaucoup de batailles comme ça.

**NC** : Et j'insiste, il faut qu'on passe à la pratique. Avant de regarder les institutions qu'il faut dans un pays comme le nôtre pour débattre, légiférer, il faut que le Premier ministre et les législateurs prennent le risque d'entrer dans l'arène et d'utiliser ces outils.

**On ne débat pas beaucoup de ces sujets : est-ce que le numérique marquera la fin du salariat ? C'est aussi éminemment politique...**

Nicolas Colin - [TheFamily.co](http://TheFamily.co)

**NC** : On commence à en débattre. Et d'ailleurs, c'est un angle qui accroche mieux dans le débat public que le langage précédent - celui des logiciels, des start-up, du capital risque – qui ne fait pas partie du quotidien des politiques. Quand on parle emploi, protection sociale à déployer face à des risques inédits, ça fait écho au quotidien. Les portes s'ouvrent, les sollicitations pleuvent, les articles sont lus. C'est en train d'arriver.

**HV** : Il y a un problème manifeste dans le processus de sélection des élites. Ce sont des processus longs et difficiles

mais qui ne demandent à aucun moment les compétences dont nous venons de parler. Même chose dans le CAC 40 J'ai entendu des gens dire : oui, la révolution est inéluctable, mais je peux terminer mon mandat avant que ça n'arrive. Comment on sécrète nos élites ? Là encore, c'est une vraie question politique.

### **Pourquoi nos élites ne s'emparent-elles pas de ces sujets ?**

**NC** : Cela reste un grand mystère ! Pourquoi ce sujet qui représente l'avenir, la jeunesse, l'innovation, le dynamisme, la restauration de la puissance, pourquoi personne ne s'en empare pour en faire le cœur de son discours, de ses valeurs ? Il y a cependant des raisons objectives d'état d'esprit, nos élites sont le produit d'institutions issues du monde d'hier, plus dans le dressage, et il y a le traumatisme de la bulle. Aux Etats-Unis, il leur est resté Google, Amazon, Bill Clinton, et en France, rien, Vivendi a été balayé, France Télécoms a failli faire banqueroute. Les gens se sont dit c'est dangereux ce truc-là on n'y retouche pas !

**HV** : Je pense que beaucoup de choses auront changé dans deux ans. Je vois des groupes du CAC 40 renouveler leur comité exécutif, tenter des choses, c'est assez nouveau. Il y a trois ou quatre ans, le numérique était encore considéré comme du gadget. Quand Airbus dit qu'il [doit s'allier](#) à un géant numérique, c'est un signe.



### **Au-delà des élites, pensez-vous que la société française soit encore dans le déni numérique ?**

**NC** : Il y a trois-quatre ans, on pensait généralement que seules la presse et la musique seraient touchées par la révolution numérique. Cela a changé.

**HV** : Ce qui m'inquiète, c'est un clivage qui semble se dessiner entre une partie de la société, un tiers environ qui est très à l'aise dans ce monde numérique, qui parle anglais, qui lève des fonds à l'étranger, et de l'autre côté une majorité qui est dans l'angoisse, dans la crainte du « cyber-porno-terrorisme ». On dirait que les mondes qui vivaient sous forte réglementation ont peur alors que les autres ont envie d'y aller. Ce clivage est porteur d'un risque politique.

### **La multitude n'a pas toujours l'impression que le numérique est son ami, mais plutôt celle d'être utilisée, par exemple dans les dévoiements de l'économie collaborative...**

**HV** : Je ne mets pas dans le même sac tous les business modèles de l'économie numérique. Certains acteurs savent créer une vraie alliance avec la multitude, comme Wikipédia, avec des règles du jeu transparentes. D'autres le font à l'insu des utilisateurs, d'autres avec leur consentement, mais ils n'imaginaient pas que ça irait si loin. Par exemple, Visa serait capable de [prédire un divorce](#) deux ans avant, au vu de vos relevés bancaires. C'est probable, que l'on puisse repérer des comportements... Certains modèles penchent vers la prédation, d'autres vers la contribution.

**NC** : Je n'ai pas le sentiment que les modèles d'affaires de prédation soient durablement soutenables. Je reste très optimiste sur l'extrême sensibilité de la multitude, je vois plein de signaux faibles : par exemple, les entreprises du numérique ne versent pas de dividendes à leurs actionnaires, ce qui leur épargne une communication financière active sur le sujet. Je pense que la multitude qui a le sentiment qu'elle contribue à cette création de valeur serait peu tolérante si cela changeait, préférant que l'argent reste dans les caisses des entreprises et servent à financer de nouveaux produits.

S'il existe le principe du « lock-in », le fait de ligoter l'utilisateur, dans les modèles d'affaires de réseau, celui-ci est très faible dans l'économie numérique. Rien n'empêche les gens d'utiliser Yahoo ou Bing plutôt que Google en page d'accueil, mais ils estiment que Google les sert bien. Il y a toute une notion de confiance dans l'économie numérique, que l'on confond parfois avec la sécurité. On croit qu'en mettant des verrous, des coffres-forts partout les gens se sentiront en sécurité, pas du tout.

La confiance naît d'abord de la capacité spectaculaire de ces entreprises à savoir servir les individus au plus près de leurs besoins personnels, qui sont même devancés. Quand on est en confiance, on tolère mieux la collecte des données personnelles. Si, avec ces données personnelles, on leur pourrit la vie avec des pubs indésirables, du spam, évidemment, ça ne marche pas !

**HV** : Si l'économie contributive devient l'économie du travail gratuit, ça devient embêtant. Si la moitié de nos revenus ne vient plus de notre travail mais de ce que l'on prête notre voiture, notre appart, notre perceuse, on va entrer dans un monde qui n'était pas préparé pour cela. Et en particulier pas l'Etat, ni la régulation, ni le fisc. A mes yeux, il reste un problème, le fait que le travail n'est plus tout le temps sous contrat. On le voit déjà aujourd'hui, des gens organisent leur vie avec beaucoup de BlaBlaCar, de Airbnb et de UberPop.

**NC** : Ce n'est pas vraiment nouveau, entre le toyotisme et les cadres qui travaillent nuit et jour, ainsi que tous les modèles d'audience : on rapporte de l'argent à une chaîne quand on regarde la télévision. Le numérique généralise cela et s'accompagne d'un changement de paradigme : les institutions ont été créées pour la norme et quelques régimes à part pour des exceptions. Mais quand la périphérie devient la norme, il faut remettre à plat les institutions.

Prenons l'exemple de l'hôtellerie, un bon exemple de la fin des secteurs qui n'étaient pas exposés à la concurrence internationale avec le numérique. Les plates-formes de réservation créent un contexte inédit : deux hôtels d'une même rue sont en concurrence directe sur Internet, vont être notés sur un site web. C'est une concurrence toute aussi rude que celle des usines chinoises pour des fabricants d'électroménager. A priori, cette concurrence n'a pas de fin : les hôtels rognent leurs marges, optimisent leurs coûts, externalisent, licencient, dégradent le service.

L'économie collaborative c'est ça aussi, il n'y a pas de limite aux sacrifices que les gens vont être prêts à faire. Au bout d'un moment, on va aménager son appartement pour avoir en permanence un hôte à domicile. On peut fixer une limite politique, en instaurant par exemple un régime équivalent à celui des intermittents, qui va, en contre-partie de la couverture de la volatilité, obliger ceux qui recourent à vos services à respecter certaines règles. Cela peut-être un système très vertueux : on peut décider de lever les barrières réglementaires mais en échange, ces entreprises doivent surfacturer l'équivalent des cotisations sociales pour abonder une sorte de fonds pour amortir les chocs des personnes qui vont utiliser vos services.

L'autre limite, l'autre réaction, ce peut être celle de la multitude qui va se coordonner, se mobiliser sur des plates-formes pour dire on en a marre d'être exploités ! Soit ça casse le modèle, ce sera comme un choc pétrolier, comme lorsque l'Opep a décrété que le brut serait 4 fois plus cher. Soit on arrive à boucler un nouvel équilibre social.

**Ce débat ne s'uniformise-t-il pas, à l'image de cette technologie partagée ? Est-il plus avancé, plus intense ailleurs ?**

**NC** : Dans les pays qui ont pris de l'avance sur ces sujets, on constate que c'est lié à l'irruption soudaine d'une élite plus jeune qui évince la précédente. C'est Clinton et Gore, qui seront les pères politiques de cette histoire, puis Obama, sorti de nulle part, qui devient, par opportunisme probablement, le champion universel du bottom-up, de la mobilisation de la base, ce qui lui fait rencontrer la Silicon Valley, laquelle finance sa campagne. Il a fallu cette alliance des gens de la marge.

Henri Verdier, en octobre 2012 à Paris - JACQUES DEMARTHON/AFP

**HV** : Et puis, nous sommes moins en retard que beaucoup d'autres pays proches. On a sans doute moins d'urgence

à bouger que d'autres. Du fait aussi que des pays partent de zéro – comme la Chine qui ouvre une université tous les quinze jours – et attaquent le numérique autrement que nous.

**NC** : Ils partent d'une table rase et peuvent immédiatement utiliser ce qui est à la pointe de la pointe. Souvent, ce sont aussi les accidents qui sont favorables à l'irruption du nouveau. Nous n'en avons pas eu en France depuis longtemps.

Si l'on ne passe pas à l'action, pendant ce temps, cette machine implacable se déploie et impose la puissance du « résogiciel ». Paul Graham [compare](#) le logiciel au concept de la franchise McDo, qui s'étend de façon uniforme et impose son modèle partout, c'était du numérique avant le numérique ! Et cela peut aller très loin : un contentieux avec une entreprise américaine ne relève-t-il que d'un tribunal de Sacramento ou peut-il être jugé ici sur le sol français ? Ces entreprises essaient au maximum de tout concentrer là-bas et d'imposer leur modèle par la multitude.

**HV** : En France, nous avons des entrepreneurs de rang mondial. Mais il reste un aspect très français, c'est le capitalisme monopolistique d'Etat. Il y a beaucoup de hauts fonctionnaires dans les conseils d'administration du CAC 40, ils se connaissent tous. Cela ne facilite ni la révolution numérique, ni aucune autre.

**Mais ni Obama ni Clinton n'ont tant parlé que ça des impacts de la révolution numérique sur l'économie, par exemple avec des secteurs traditionnels qui s'affaiblissent et une économie numérique hypertrophié ?**

**HV** : Aux Etats-Unis, il y a une forme d'irénisme qui consiste à dire que tout ce qui vient d'Internet est cool, ce qui donne des tas de formules comme « gouvernement as a platform », qui ne sont que des transpositions rapides. Au risque de donner l'impression de me livrer à un plaidoyer pro domo, je vois peu de pays plus mûrs sur les sujets d'e-gouvernement, d'e-administration que la France. Les Américains font le pari d'une révolution schumpétérienne, ils pensent être capables de créer assez d'emplois pour compenser les effets de la révolution numérique. Mais la Valley détruit des emplois. Chez Google, il y a 4 000 personnes qui travaillent pour nourrir les autres et 20 000 gus qui s'amuse de voir si ça va marcher ! Les Républicains disent d'ailleurs qu'il faudrait s'occuper des « vrais emplois »

**NC** : L'humanité entière ne peut faire ce pari. L'économie numérique c'est une machine à concentrer les richesses dans quelques points du globe.

**HV** : Le problème est qu'on raisonne sur une matrice qui disait que la création de valeur vient de l'usine. On a mis des rustines pour compenser, notamment sur le plan fiscal, avec la notion d'établissement stable, de cycle commercial complet. Or le lieu de la valeur est celui de l'expérience utilisateur. Mais que se passe-t-il si on démultiplie le bitcoin, si l'économie de pair-à-pair, le troc se généralisent, sur quoi va-t-on prélever l'impôt ? On ferait bien d'y penser.

**NC** : La fiscalité n'est qu'une des institutions parmi d'autres en train d'être périmées sous nos yeux par la transformation radicale de l'économie. C'est vrai aussi pour le droit d'auteur, la protection sociale, le droit du travail, pour l'expression publique. Il faut revisiter ces institutions dans ce nouveau paradigme, à condition de trouver les bons points d'appui plutôt que de poser des patches !

**Récemment, Amazon a décidé de « rentrer dans le rang » en Europe sur le plan fiscal, pourquoi ?**

**NC** : Amazon fait exactement la même chose en Europe qu'aux Etats-Unis : leur objectif est de généraliser la



livraison le jour même, pour cela il lui faut de plus en plus d'entrepôts, localisés au plus près : plus on multiplie les implantations physiques sur un territoire, plus on s'expose à ce que le fisc nous cherche des noises. Il préfère devancer, ce qui va lui permettre d'ouvrir plus d'entrepôts et d'infliger une pression concurrentielle énorme sur le marché de la logistique. C'est ce qu'ils ont fait aux Etats-Unis, en transférant leurs entrepôts d'état en état pour éviter de payer les impôts et au bout d'un moment, ils se sont rendus compte que c'était stupide parce qu'ils étaient trop loin de leurs clients.

**Imaginons, si vous étiez à la tête de l'Etat français, que feriez-vous pour tous ceux qui, face à Amazon, sont en charge du dernier kilomètre, les libraires, les livreurs etc ?**

**NC** : Je convoque le président de la Poste et je lui dis le compte à rebours est lancé, heureusement nous avons une grande entreprise publique capable de relever le défi et de prendre la place avant qu'Amazon n'arrive.

**HV** : Il y a des moyens de lutter : c'est aux commerces de proximité de relever le gant, c'est ce que fait par exemple à Paris le projet [CoSto](#) (« connected store ») qui aide les commerçants à rencontrer des startups et trouver des solutions, les sortir de leurs silos, afin de créer une base arrière de biens communs. Mais l'économie ce n'est pas l'Etat, il faut que des entrepreneurs relèvent le défi.

**NC** : L'économie, certes ce n'est pas l'Etat mais en France, il y a de grandes entreprises qui opèrent de grandes infrastructures et qui pourraient, aiguillonnées par les pouvoirs publics, mobiliser ces dernières pour déployer l'économie numérique française. Les Américains n'ont pas la chance d'avoir un seul opérateur qui gère tout leur réseau électrique, mais 250 « utilities » qu'il serait très difficile de convertir à un modèle de « smart grid », de réseau intelligent. En France, il suffit de convertir à cette idée le président d'Edf. C'est vrai pour Edf, pour la Poste, la SnCF.

**HV** : Et il faut que ces grandes entreprises publiques deviennent l'ossature d'un écosystème de startups. On peut le faire dans l'énergie, la santé, le transport. C'est une des réponses.

Nous, au SGMAP, nous explorons d'autres pistes, nous voulons créer des zones où le bien public n'est pas appropriable. Nous venons de faire un test en concevant une base de données avec toutes les adresses de France géolocalisées, qui n'existait pas encore de manière complète et accessible. On le fait grâce à une coalition entre l'IGN et la Poste et Openstreetmap, en prévoyant une clause de partage à l'identique des données : il faut reverser les données améliorées au pot commun ou sinon payer. On peut ainsi faire en sorte qu'Amazon n'ait pas de monopole sur la cartographie du dernier kilomètre. L'opendata peut servir à réduire l'asymétrie.

**Quel pourrait être le modèle français de l'économie numérique ?**

**NC** : Il peut y avoir un chemin français pour l'innovation radicale. Aux Etats-Unis, ce qui fonctionne bien, c'est le type dans son garage qui part de zéro, puis déploie son truc avec des effets de réseau à l'échelle mondiale en écrasant tout sur son passage. Chez nous, on a beau essayer, ça ne marche pas : aucune entreprise française est passée de zéro à l'infini aussi vite qu'une Américaine. En France, il y a peut-être une autre voie à découvrir, qui peut s'appuyer sur la puissance publique, si elle retrouve de sa fierté avant-gardiste, un peu gaulliste, en se disant si les entreprises n'y arrivent pas, on va le faire à leur place. Depuis les années 80, on dit que l'Etat est pauvre et ne peut rien faire.

**HV** : C'est saisissant dans les discussions avec nos partenaires internationaux. Nous sommes un de rares pays où les gens soient aussi attachés à l'Etat (ce qui peut les rendre exigeants voire déçus) ! Peu se disent qu'il va falloir se créer une puissance publique post-numérique, sensitive, itérative, écoutante, aidante, laissant entreprendre. La forme actuelle de puissance publique doit plutôt libérer les énergies, les armer, donner des ressources. Le creuset de la nation française c'est l'Etat, ce n'est pas le cas de tous les pays, certains se sont même construits contre.

**NC** : C'est l'Etat et les grandes organisations, avec notre tradition de grandes concessions au secteur privé. Donc ce chemin français passe en partie par l'Etat et les grandes entreprises. Mais tout ce système est aux mains de personnes qui commencent seulement à s'intéresser au numérique et en mode vernis. L'Etat devra être plus

innovant, plus radical. Ce chemin français permettra de découvrir le modèle français.

"